

Le mouvement social en cours dans les universités, revendiquant l'abrogation de la loi ORE et refusant l'officialisation de la sélection à l'Université, est en soi historique. D'abord parce qu'il survient après 9 années de longue accalmie sociale dans les universités. Ensuite – et malheureusement – parce que nous devons faire face à une répression sans précédent. Malgré ses nombreuses difficultés, il pourrait signer un virage dans l'histoire du mouvement social universitaire, signalant le retour de l'idée même de se réapproprier notre outil d'étude et de travail. Il ne tient dès lors qu'à nous d'initier à partir de là une nouvelle séquence de contestation universitaire et de repenser nos manières de (se) penser et d'agir collectivement. Côté étudiant·e·s, la répression mais également la relative non-transmission d'expériences militantes durant ces années d'accalmie (qui ont été partiellement interrompues par le mouvement contre la Loi Travail) obligent à repenser le répertoire de l'action estudiantine : l'occupation est au cœur des discussions, tendant à remplacer ou compléter le blocage – symbole des années de lutte autour du CPE – , la politisation du mouvement atteint parfois de hauts niveaux (comme en témoigne la solidarité spontanée avec les migrant·e·s ou les ZADistes) et bien évidemment, les réseaux sociaux numériques sont là.

Du côté du personnel universitaire (enseignant·e·s-chercheur·e·s, chercheur·e·s, BIATOSS, titulaires ou non) il faut constater pourtant que le mouvement peine à trouver ses marques, enlisé dans des débats récurrents dans notre milieu sur les modalités d'actions. Grève du zèle, cours « alternatifs », déclarations tribunitiennes dans l'espace public et pétitions ... nombreuses sont les idées entendues dans les Assemblées Générales (AGs) qui se présentent comme nouvelles mais ne font pourtant que remettre sur la table des propositions reprises depuis une quinzaine d'années. Force est de constater pourtant que celles-ci ne permettent ni de bloquer les rouages de l'Université ni de se libérer du temps pour mettre en place toute une série d'actions en direction des étudiant·e·s, de nos propres collègues et de la société, pour convaincre largement et l'emporter.

Dans cette discussion, la grève comme modalité centrale d'action repointe son nez, difficilement et avec souvent un certain nombre de malentendus que nous souhaitons analyser ici en 4 questions-clefs et très simples.

1. "Plutôt que de faire grève, allons faire un flash mob !

Pour imaginer des solutions alternatives, nous avons, nous les universitaires et chercheur·e·s, beaucoup d'imagination. Certain·e·s se souviendront de la ronde des obstiné·e·s en 2009, modalité d'action consistant à tourner en rond sur une place pour se rendre visibles. Si cette action avait le mérite de nous faire sortir des murs de l'Université, elle... tournait en rond. Au-delà du symbole contestable, cette opération menée essentiellement à Paris soulève un autre lourd problème : le désinvestissement du lieu universitaire, notre outil de travail, comme lieu de l'action militante, où chacun·e est amené à entretenir de nouveaux rapports avec ses collègues et ses étudiant·e·s, où le fonctionnement normal de la production et du partage pédagogique et scientifique est mis à mal. Beaucoup d'actions « alternatives » sont à ranger dans cette catégorie « d'innovations militantes », où le but recherché n'est pas d'arrêter de produire mais de produire autre chose. Envahir des conseils en petits groupes, faire des « cours alternatifs », font partie de cette même catégorie d'action au titre qu'elles évitent de se poser la question du nombre, de bonnes idées paraissant parfois innovantes ou radicales mais qui évitent le problème initial : comment se libérer du temps pour les organiser en étant nombreux·ses ?

2. "Nous ne nous faisons du mal qu'à nous-même et aux étudiant·e·s"

Ce type de « fausses bonnes idées » posent une question élémentaire de toute action d'appropriation d'un outil de production : comment produire autre chose tout en continuant son travail habituel ? Il ne s'agit pas ici de contester l'utilité d'actions tel que les « cours alternatifs » (bien au contraire), mais de se demander comment les mettre en place réellement. Pour cela, la grève reste le point cardinal du mouvement social, permettant de libérer du temps pour produire autrement.

On a jamais vu des ouvrier·e·s autogérer une usine en continuant à produire pour leur patron n'est-ce pas ? J'entends d'ici la réponse : nous ne bloquons pas l'économie, nous ne causons donc de dommages qu'à nos étudiant·e·s et à nous-mêmes. S'il faut parler de dommages causés à notre propre travail, la réponse sera ici claire : lorsqu'il est extrêmement rare que nos salaires soient retenus contrairement au secteur privé (je parle ici des enseignant·e·s-chercheur·e·s), un retard dans la publication d'un article, une deadline pour un budget de recherche ratée, un projet scientifique qui prend du retard, ce ne sont pas cher payer. Quant au dommage causé aux étudiant·e·s, démarche d'auto-culpabilisation récurrente dans tous les secteurs producteurs de savoir(s) et de culture(s), le problème doit ici aussi être levé rapidement : arrêter de faire cours c'est libérer le temps de toutes et tous, enseignant·e·s et étudiant·e·s, c'est la condition sine qua none de toute possibilité d'action massive.

Une fois ce double problème – espérons – levé, il nous permet d'aborder une troisième sous-question centrale : produisons-nous ? Car cette obstination à penser notre production immatérielle comme ne rétribuant que notre propre corps de métier ou nos étudiant·e·s relève d'abord d'une vision bien restrictive et pessimiste du savoir scientifique. Nos savoirs, brevets, découvertes, enrichissent constamment la société et le monde privé – que nous le voulions ou non. Bloquer cela c'est signaler autour de nous que celles et ceux qui occupent cette fonction de producteurs de savoirs légitimes ne sont pas prêts, ne sont plus prêts, à le faire au profit des intérêts privés ou des enfants des élites qui seront demain sélectionnés pour gagner ce droit précieux à la formation universitaire. Notre métier n'est pas celui que l'on tente de nous imposer et dès lors, nous refusons d'exercer notre métier. C'est peut-être douloureux sur le moment mais c'est salvateur sur le long terme.

En outre, l'arrêt de la production immatérielle de savoir(s), si elle n'entraîne pas de perte économique "sèche" pour notre employeur, c'est-à-dire immédiate, entraîne tout de même des pertes non négligeables en termes de crédibilité pour l'administration et l'Etat dont nous sommes les agents "au front". Ceci n'est pas négligeable et certains de nos supérieur·e·s peuvent y être réellement sensibles. L'impact sur les usagers et la société est réel, les mécontentements peuvent se faire entendre. Il n'est pas question ici de se satisfaire d'un mécontentement qui pourrait également nous causer du tort mais d'assumer cette fonction de la grève en l'articulant avec un second objectif : enrayer la machine actuelle, la décrédibiliser pour mettre en lumière ses dysfonctionnements, exprimer et développer notre critique propre de l'Université, et proposer d'imaginer un autre modèle. Nous renvoyons donc ici à l'utilité principale d'une grève dans notre secteur : se libérer du temps pour parler publiquement, témoigner, penser, en réalité faire notre métier au-delà des contraintes que nous assumons refuser le temps d'une mobilisation voire plus longtemps. Populariser la mobilisation et l'étendre, la légitimer, nécessite du temps.

Cela nécessite également d'être articulé avec d'autres formes d'actions nous rendant visibles de façon massive : des manifestations aux cours "hors les murs", toute une panoplie de moyens d'action devient alors pertinente car elle se font collectivement, avec le relais d'autres collègues, avec la fierté d'être nombreu-se-x. Ces formes de visibilisation peuvent également être d'un autre ordre. Si le gain social de notre production scientifique évoqué plus haut ne peut être arrêté immédiatement vu les temporalités de notre métier, le temps libéré peut lui permettre d'imaginer des formes de (co-)productions de savoirs différentes, non-autorisées ou mal acceptées : donner des conférences ou des ateliers de co-recherche avec d'autres acteurs du mouvement social peut être une idée à mettre en place par exemple. Il s'agit donc là de produire différemment ce que nous savons faire de mieux. Plutôt qu'un Bourdieu sur les barricades s'adressant parfois magistralement (aux deux sens du terme) aux grévistes et sans aller jusqu'à un Vincennes bis, tout est à imaginer ici à l'image des expériences de conricerca dans l'Italie des années 70. A Aix-Marseille, la création d'une licence "Sciences & Humanités" - instaurant un rapport différent aux savoirs et aux disciplines - suite au mouvement social de 2009 est un embryon d'exemple de ce qu'il est alors possible de faire perdurer suite à un mouvement social.

Enfin, ces questions de fond sur la nature de notre production immatérielle renvoient à ce qu'est devenue l'université aujourd'hui : un « marché européen de la connaissance ». Ici, il faut bien souligner (bien fort) que la marchandisation du savoir a produit un effet paradoxal. En compétition au niveau international, ou au niveau intra-national, les universités courent désormais après les financements publics ou privés. Faire grève collectivement, c'est refuser de contribuer à la « course à l'excellence », c'est agiter la menace de pertes de financements au plan national ou de réputation au niveau international. C'est faire ce que tou-te travailleur-se fait lorsqu'il ou elle se met en grève : faire perdre de l'argent à son employeur. Encore une fois, on pourra nous rétorquer que nous en pâtirons demain, que ces subventions manquantes freineront nos futures recherches. Parce que vous croyez que ce n'est pas déjà ce qui va arriver ? Alors, quitte à prendre le risque de perdre cet argent, autant le faire pour tenter d'en obtenir plus et mieux !

3. "Mais bien sûr que je suis en grève ! mais je suis resté chez moi finir mon article"

Cela nous amène maintenant à réfléchir à ce qu'est une grève et clarifier notre propos. Faire grève symboliquement, par un vote à main levé ou autre, n'est pas faire grève. Se déclarer gréviste ne suffit pas, encore faut-il en expliciter les effets concrets dans un métier particulier à bien des égards. Il nous faudrait ici une sorte de « manuel de la grève lorsqu'on est enseignant·e-s-chercheur·e ou chercheur·e ».

Deux problèmes principaux se posent à nous. Le premier tient à l'organisation du temps dans notre métier. Si la plupart des personnels administratifs ont un poste de travail qu'ils occupent au quotidien, avec des tâches concrètes à réaliser dans des temporalités courtes ou moyennes, la recherche, elle, se fait dans le temps long. Difficile donc d'identifier ce que nous ne faisons pas lorsque nous faisons grève. Ainsi, nombreu-se-x sont les collègues qui abandonnent à juste titre leurs postes de travail mais continuent à finir leur article à publier chez eux et elles - c'est le paradoxe des actions « labos morts ». La grève doit alors être pensée de façon organisée et dans le temps long. Une grève d'un jour n'a en effet aucun sens autre que l'annulation des cours lorsque ça « tombe bien » en termes de calendrier. Le second problème tient à l'individualisation extrême de

notre métier, identifiable à partir de notre formation par la recherche qu'est la thèse solitaire (modèle qui pourrait être remis en cause). Arrêter la production de la recherche c'est donc « se cause tort à soi-même ». En effet, la deadline pour publier son article, l'organisation du colloque du mois suivant, le bilan à rendre aux institutions (etc.) n'auront pas bougés d'un iota.

Ces deux problèmes, liés entre eux, trouvent solution dans un principe élémentaire de la grève : si la décision est en partie individuelle et nécessite de lever certaines contraintes mentales ou matérielles, l'action doit être pour cela collective. Pour cela, vu le peu de collectifs de travail et l'atomisation de notre métier, la grève doit avoir une déclinaison très concrète : celle-ci ne peut s'organiser qu'à partir des instances, collectifs de travail, réunions dans lesquels l'activité de recherche est coordonnée et devient à ces rares occasions collectives.

Chaque assemblée générale des personnels universitaires devrait donc discuter en ces termes : comment faire pour enrayer la production collective ? Par des choses bien simples et souvent peu coûteuses, qui permettent de s'adapter à nos temporalités et à l'atomisation spécifiques à notre métier : annuler tout colloque ou événement scientifique prévus pour le prochain mois, repousser toutes les deadlines administratives, de publication, d'animation scientifique prévues d'autant de temps que la grève dure. Les collègues siégeant dans les instances ou comités concernées ont ici un rôle particulier : à partir du moment où ils et elles coordonnent l'activité scientifique, à eux et elles de permettre à tout à chacun de faire grève concrètement. Il n'y a pas de temps libéré possible si l'article doit être rendu à la même date. Faire grève lorsqu'on est enseignant-e-chercheur-e, c'est donc (aussi) faire grève des colloques et des revues, en plus des tâches administratives et pédagogiques etc. . A bon entendeur ...

4. "Vu ma situation de précarité, c'est compliqué de faire grève"

Vient enfin le problème crucial pour les 40% de personnels (EC et BIATOSS confondus) qui font l'Université au quotidien : la précarité. Alors qu'au mois de mai et juin se discutent les renouvellements de contrats et recrutements, alors que la pression est mise sur les doctorant-e-s (à la fin de thèse, à la publication, au CV etc.) de manière croissante, les questions soulevées ci-dessus se posent de manière exacerbée pour nous. Comme dans tout secteur de travail, la précarisation est bien l'arme ultime pour empêcher toute action collective. Là encore, les collègues participant à diverses instances ont un rôle crucial, celui d'autoriser et protéger la grève de leurs collègues et particulièrement les plus précaires. Cette tâche ne concerne pas seulement cette catégorie de personnels, elle concerne tout le monde. La récente contribution d'un collègue de Paris 3, se déclarant en grève, appelant à « s'arrêter parce que nous crevons de ne pas arrêter », le met fort bien en lumière. L'ensemble du travail universitaire est aujourd'hui tiré vers le bas du fait (entre autres) de cette précarisation de la recherche : temps administratifs et bureaucratiques allongés à n'en plus finir, instabilité des projets de recherches, destruction du statut d'enseignant-e-chercheur-e ... sont autant de signaux alarmants qui font exploser ce que certain-e perçoivent encore comme une « bulle » protectrice. Notre métier n'est plus, ou ne sera plus dans les prochaines années, et il est temps d'enrayer cela. La future réforme de la licence, la création de « graduate school » à la française, vont dans les prochaines années confirmer et accentuer ce processus : les cours de licence seront attribués à des contractuelles précaires qui parfois n'ont plus aucune tâche de recherche (cf. les contrats LRU) tandis que les « autres » (qui seront d'ici peu une minorité des effectifs) se trouveront en concurrence pour aller à la recherche de financements et donner cours en niveau

Master. Cette bataille doit donc devenir le cœur de la mobilisation en défense du métier de chercheur·e et enseignant·e-chercheur·e, tant dans nos revendications que dans nos modes d'action.

Il s'agit concrètement d'empêcher la remontée de la participation à la grève pour les vacataires afin qu'ils soient tout de même payés, de repousser les comités de thèse et délais de publication, de décaler tout délai pédagogique, de dénoncer toute pression ou chantage mis sur les non-titulaires, y compris les stagiaires etc. . Les collègues titulaires ont un rôle ainsi crucial mais nous ne pouvons pas nous limiter à cela. En effet, attendre de celles et ceux qui sont de fait nos supérieur·e-s « l'autorisation » de se mobiliser tient alors au mieux du paradoxe, au pire de l'illusion naïve. Il faut alors chercher à se réunir collectivement pour mettre en place la grève sans forcément la déclarer, produire des déclarations collectives et anonymées issues d'AGs de précaires et qui permettent d'obtenir auprès des directions de laboratoires et de composante que les grévistes soient protégées ainsi que nous l'avons évoqué ci-dessus, organiser et mettre en place les conditions d'application de son droit de grève à commencer par se convaincre les un·e-s les autres. La déclaration de grève, parfois défendue pour se rendre visible auprès des administrations, est ici à discuter dans le cas des collègues précaires. Des instances collectives - composantes, laboratoires, assemblées générales ou comités de mobilisations - doivent alors prendre en charge le recueil du nombre de gréviste de façon anonymée pour les personnels non-titulaires et permettre de capter cette fonction dans le cadre d'une bataille des chiffres.

Pour conclure

Les deux mois qui arrivent vont être cruciaux pour l'avenir de l'Université. Ce mouvement social, suivant s'il gagne, qu'il perd ou n'engrange pas assez de forces pour poursuivre le combat et entraîne ainsi une démoralisation générale, pourrait être un moment clef. Une chance de poser les bases d'une autre université, d'une autre recherche, fondées sur d'autres pratiques, d'autres relations entre nous, d'autres rapports au monde social et politique, s'offre à nous. Parmi nous, beaucoup de collègues ont participé aux mouvements contre le CPE, aux grèves de 95 et aux diverses mobilisations de ces deux dernières décennies. Ces générations, construites politiquement par une certaine radicalité de l'action collective, joueront ainsi un rôle prépondérant dans l'ESR de demain et dans sa défense. A Aix-Marseille, les syndicats ont ainsi pu s'auto-dépasser en créant un comité de mobilisation du personnel sur le modèle étudiant. Dans de nombreuses universités, les collègues ont fait le pas d'une grève en solidarité au mouvement étudiant et face à la répression. Ce week-end, la pratique initiée il y a une dizaine d'année de réunir des Coordinations Nationales va reprendre. Il nous reste un long chemin à faire pour (re)trouver des modalités d'actions efficaces et nous permettant de nous adresser au plus grand nombre. Le boycott du classement des dossiers « Parcoursup » va être une première action d'une grande importance qu'il faut généraliser. Le 22 mai, par ailleurs jour de grève de la fonction publique, les lycéens recevront leurs classements « Parcoursup » et devront nous trouver disponibles pour comprendre et réagir. Les étudiant·e-s vivent en ce moment un moment difficile pour faire face à la répression sans précédent. Il est vital et urgent que ces prochaines semaines, les personnels prennent le relais et viennent redonner un nouveau souffle à la mobilisation, par son entrée massive en grève aux côtés des autres secteurs mobilisés.

Kevin Vacher, Enseignant-chercheur précaire en science politique.

P.S. : J'ai choisi ici d'assumer une signature individuelle et non-anonymée car - pour paraphraser un collègue de Paris 3 - "nous crevons de ne pas nous exprimer" ("et tan pis pour ma carrière !", dis-je d'un ton désabusé). Tout commentaire argumenté est le bienvenu, en vu d'affiner nos arguments et notre stratégie, voire de revoir certains éléments de cette contribution qui assume son imperfection et son caractère "à chaud".